

Anthropologie politique de l'État local en Afrique subsaharienne

Giorgio Blundo



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18768>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2008

Pagination : 386-387

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Giorgio Blundo, « Anthropologie politique de l'État local en Afrique subsaharienne », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2008, mis en ligne le 02 mai 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18768>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Anthropologie politique de l'État local en Afrique subsaharienne

Giorgio Blundo

Giorgio Blundo, *maître de conférences*

Anthropologie de l'État local en Afrique

- 1 DANS ce séminaire, j'ai poursuivi le travail d'exploration des dynamiques contemporaines de l'État local, à savoir ce lieu de rencontre entre les citoyens et les services publics que sont les structures déconcentrées et décentralisées de l'administration, jusqu'ici peu étudié dans la littérature africaniste. L'étude de la corruption politique et administrative m'a en effet ouvert un terrain d'enquête, celui de l'État africain et de son administration, que j'ai entrepris d'explorer de façon plus systématique, bien au-delà de la dimension des dysfonctionnements et des malversations dans le champ bureaucratique. La question de la délivrance des services publics et de la « gouvernance » locale a été abordée empiriquement en prenant appui sur plusieurs terrains récents : la gestion des déchets urbains au Niger, la corruption administrative en Mauritanie (mission en janvier 2007), l'étude comparative du corps des Eaux et Forêts au Sénégal et au Niger. Implantée en milieu rural depuis les années 1930, l'administration forestière cristallise la majeure partie des tendances évolutives de l'État contemporain dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest : la coexistence d'enclaves bureaucratiques fonctionnelles soutenues par la coopération internationale, avec des espaces administratifs sans moyens, privatisés de façon informelle par les agents de l'État ; la coexistence d'une administration de contrôle et de répression avec une administration de services, qui crée une contradiction entre la nouvelle mission d'appui technique des collectivités locales promues maîtresses de leurs ressources naturelles, et la mission traditionnelle de police de l'environnement. Il a été question d'appréhender et d'interpréter les stratégies d'adaptation des services forestiers aux nouvelles contraintes politiques et institutionnelles, le fonctionnement « réel » du

corps, au-delà des organigrammes et des règlements, les interactions avec les acteurs privés de la filière forestière.

- 2 Plus généralement, après un examen critique de la littérature souvent pléthorique et redondante sur la nature de l'État africain, je suis revenu sur le legs colonial et son incidence sur les modes de gouvernance contemporaine. Ensuite, je me suis attelé à l'analyse des transformations profondes que connaissent les institutions étatiques africaines, dans un contexte dominé par des nouvelles politiques publiques de décentralisation, l'aide internationale et la prolifération d'ONG dans l'espace politique ouest-africain. Parallèlement à mes enseignements à l'EHESS (j'ai également animé un séminaire groupé en M1 sur l'« Introduction à l'anthropologie des administrations et des biens publics »), j'ai présenté mes travaux sur l'anthropologie de la corruption au Centre universitaire français de Saint-Petersbourg en février 2007. J'ai également animé l'atelier « État des savoirs en anthropologie sur le développement, le changement social, et la modernité de l'Afrique contemporaine », dans le cadre de la première Rencontre du réseau des études africaines en France (Paris, novembre 2006). Enfin, j'ai débattu des dérives culturalistes dans les études anthropologiques sur la corruption dans le colloque organisé à la mémoire de Jean-François Médard par le CEAN de Bordeaux en mars 2007.

Publications

- Avec J.-P. Olivier de Sardan, dir., *État et corruption en Afrique*, Paris, Karthala, 2007, 376 p.
- « "Je n'ai pas besoin de ticket". Négociation des droits de marché et petite corruption dans les collectivités locales sénégalaises », dans *Décentralisation et pouvoirs en Afrique*, sous la dir. de c. Fay et al., Paris, IRD Éditions, 2006, p. 323-342.
- Avec J.-P. Olivier de Sardan, 2007, « Étudier la corruption quotidienne : pourquoi et comment ? », dans *État et corruption en Afrique*, op. cit., p. 5-28.
- « La corruption et l'État en Afrique vus par les sciences sociales. Un bilan historique », dans *Ibid.*, p. 29-78.
- Avec J.-P. Olivier de Sardan, « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest », dans *Ibid.*, p. 79-118.
- Avec J.-P. Olivier de Sardan, « Sémiologie populaire de la corruption », dans *Ibid.*, p. 119-140.
- « Une corruption policée ? Le monde social des marchés publics », dans *Ibid.*, p. 249-284.

INDEX

Thèmes : Anthropologie sociale, ethnographie et ethnologie